

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

META REGENERATION

Avenue du Jas
Quartier de la gare SNCF
04160 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : DEP-MAN-2026-00036
Code AIOT : 0006407878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement META REGENERATION implanté Avenue du Jas Quartier de la gare SNCF 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée conjointement avec l'Inspection du travail.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- META REGENERATION
- Avenue du Jas Quartier de la gare SNCF 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006407878
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Méta Régénération est un établissement de traitement de déchets mercuriels situé sur la commune de Château-Arnoux-Saint-Auban, à proximité de la plateforme industrielle d'Arkema / Kem One.

Les principales installations sont :

- un atelier de distillation avec la présence de deux fours,
- une installation de stabilisation de mercure liquide,
- des cellules de stockage de déchets et de mercure liquide.

L'établissement relève du régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) classé sous le régime "Seveso" seuil haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 3	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 / 50	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Vérification installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.6.4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des émissions en mercure	Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Flux de mercure	Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Traitement au charbon actif	Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Permis de travail, permis de feu	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Habilitation des entreprises	Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Température atelier	Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a révélé de multiples manquements dans la gestion de l'établissement, notamment concernant le stockage des déchets à traiter, le respect des quantités autorisées et l'état des stocks. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à l'issue de l'inspection, celui-ci inclut des mesures d'urgence visant à retirer les déchets des zones non prévues à cet effet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant exploite ses installations conformément aux dispositions décrites dans l'étude de danger d'octobre 2020.
Constats : L'exploitant prévoit dans son étude de dangers : <ul style="list-style-type: none">- le stockage des déchets à traiter au sein de cellules fermées, avec une aspiration au niveau de chaque alvéole (séparation par murs en parpaings pleins de 20 cm entre cellules et de 2,5 m de haut, et couverture métallique),- le stockage des déchets traités :<ul style="list-style-type: none">* le stockage de mercure liquide au sein d'une cellule dédiée, équipée d'une zone de rétention avec puisard de récupération,* les effluents et électrolytes avec une quantité maximale de 17 t, conditionnés dans 2 cuves de 9 m3, au sein d'une cellule dédiée,* le stockage des résidus solides démercurisés dans des big bags au sein d'une cellule dédiée. Or, lors de la visite inopinée, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence de nombreux lots de déchets à traiter en dehors des cellules de stockage dédiées, principalement dans le couloir principal de l'atelier. Ainsi, l'exploitant ne respecte pas les principes de séparation, d'aspiration d'air, de compartimentage (notamment en cas d'incendie). Si la présence d'une quantité limitée de lots peut être tolérée pour des raisons de gestion des flux entre les cellules et l'atelier de traitement, la quantité constatée lors de l'inspection ne peut en revanche pas être justifiée par cette gestion des flux. Selon l'exploitant, certains lots de déchets sont présents dans le couloir depuis plus d'une semaine, la cause serait une saturation des cellules

<p>de stockage en raison d'un arrêt de production les jours précédant l'inspection. Il est également à noter la présence de lots de déchets à traiter dans la zone de stockage des consommables attenante au couloir (lampes de rétroéclairage compressées),</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de mercure liquide en dehors de la cellule dédiée, - la présence de déchets traités à l'extérieur du bâtiment, sur une zone non protégée des eaux météoriques, - une quantité d'effluents et électrolytes largement supérieure à la quantité maximale de 17 t, dans des conditionnements divers (et parfois en mauvais état), en dehors de la cellule dédiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 / 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>(...)</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>(...)</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a présenté un état des stocks daté du jour de l'inspection. Un contrôle par sondage a été effectué lors de la visite de terrain. Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une quantité d'électrolytes et d'effluents supérieure à la quantité mentionnée dans l'état des stocks (avec par ailleurs un dépassement de la quantité limite), ainsi qu'une localisation différente (stockage sous auvent et très largement en extérieur), - une quantité d'acide nitrique en phase avec la quantité mentionnée dans l'état des stocks, le repère indiqué est erroné (repère 20 et non 2), - une quantité de soude supérieure à 10 kg (quantité mentionnée dans l'état des stocks) et stockée au niveau des laveurs, et non au niveau du conteneur produits chimiques, - une quantité de fleur de soufre stockée d'environ 350 kg, largement supérieure à la quantité mentionnée dans l'état des stocks, - l'absence de fûts de fluide caloporteur, pourtant recensés dans l'état des stocks au niveau de la zone "consommable - chaufferie", - une incohérence générale entre les repères de l'état des stocks et le plan général des activités inclus dans le Plan d'Opération Interne, - les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ne sont pas recensées dans l'état des stocks (une ligne "fûts boîtes vides", contenant des PEHD, sans quantité renseignée est présente), alors que de nombreuses palettes, de nombreux fûts, de nombreux emballages sont présents sur le site, notamment à l'extérieur ou dans la zone de stockage des consommables.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour le retour à la conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Vérification installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification annuel des installations électriques au cours de l'inspection. Il a néanmoins présenté le formulaire Q18 permettant d'établir qu'un contrôle a bien été effectué en 2025. Le formulaire fait état de 4 défauts récurrents, dont la date de premier signalement est le 05/05/2023.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Un arrêté de mise en demeure est proposé pour le retour à la conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Le contrôle du respect de cette prescription a été effectué par sondage pour les produits suivants : acide nitrique, soude. Pour l'acide nitrique, il a été constaté la présence de 4 bidons en dehors de tout dispositif de rétention. Pour la soude, le GRV, stocké au niveau du local des laveurs, ne dispose pas d'une rétention qui lui est propre. L'exploitant indique lors de l'inspection que le local permet d'assurer une rétention pour la soude ainsi que pour les laveurs présents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de justifier que les laveurs et la soude disposent d'une capacité de rétention adaptée (volume, étanchéité, résistance à l'action physico-chimique des produits).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

<ul style="list-style-type: none"> - une borne incendie DN 100 située à proximité immédiate de l'atelier, de débit minimal 100 m3/h, munie de raccords normalisés, - 9 extincteurs de poudre de 9 kg (type polypoudre), - 2 extincteurs pour feux métaux, - 1 extincteur à eau pressurisée de 9 kg, - 1 extincteur CO2 de 5 kg, - 2 extincteurs à poudre polyvalente de 50 kg sur roues seront remisés dans un emplacement sûr, signalé et facilement accessible.
<p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription a été contrôlé par sondage pour les extincteurs 50 kg (à roues). Un seul extincteur de ce type apparaît sur le plan d'intervention figurant au POI. Lors de la visite de terrain, un seul extincteur a été recensé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des comptes rendus de tests permettant d'établir que le débit requis au niveau de la borne incendie est bien atteint (100 m3/h).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de procéder à la mise en place d'un second extincteur 50 kg et de corriger les plans figurant dans le plan d'opération interne, - de justifier la disponibilité d'un débit de 100 m3/h au niveau de la borne incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des émissions en mercure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions en mercure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre la surveillance prescrite à l'article 5.3 du présent arrêté, et afin de justifier du respect du flux global journalier pour les émissions de mercure à l'atmosphère (article 5.3.3) l'exploitant assure une mesure en continu des concentrations en mercure au niveau des deux cheminées de rejet. Ces mesures sont visualisables en direct par l'exploitant et font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la mesure en continu des émissions en mercure au niveau des deux cheminées de rejet lors de l'inspection. La justification évoquée a été un souci informatique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre les justificatifs de remise en</p>

service de l'analyse en mercure en continu. Il est également demandé à l'exploitant, sous le même délai, de transmettre les enregistrements de cette mesure depuis le 01/01/2026, comprenant le flux journalier émis à l'atmosphère au niveau des deux cheminées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Température atelier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Température atelier
Prescription contrôlée : La température à l'intérieur des ateliers est maintenue à 20°C afin d'éviter la volatilisation du mercure.
Constats : Lors de la visite de terrain, la température au niveau de l'atelier était de 16°C.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Flux de mercure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Flux en mercure
Prescription contrôlée : Les émissions de mercure à l'atmosphère ont un flux global limité à 0,7 g/j.
Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé lors de l'inspection compte tenu de l'impossibilité pour l'exploitant de présenter les mesures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre les mesures en mercure enregistrées depuis le 01/01/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Traitement au charbon actif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement au charbon actif

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise sous un délai de 6 mois une procédure visant à assurer une bonne fréquence de remplacement des charbons actifs (traitement des gaz issus des fours). Cette procédure repose sur des données mesurables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure reposant sur des données mesurables pour le remplacement des charbons actifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour le retour à la conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, - un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription a été réalisé par sondage pour certains opérateurs présents sur site le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les nouveaux arrivants reçoivent une formation théorique dès leur arrivée, formalisée par la signature des documents de formation par l'opérateur. Durant leur</p>

période d'essai, ils sont évalués par un opérateur expérimenté sur le respect des règles de sécurité, le travail quotidien, les compétences relationnelles. Cette évaluation est formalisée dans une grille présentée par l'exploitant, celle-ci comprend également un questionnaire de fin de formation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la grille d'évaluation remplie pour opérateurs récemment arrivés.

Pour les opérateurs en place, des formations sont dispensées. L'exploitant présente un fichier Excel dans lequel les exercices et formations sont recensés avec leur nature, le formateur, leur périodicité ainsi que la date de dernière réalisation. Les formations suivantes sont dispensées :

- exercice incendie,
- exercice d'évacuation,
- formation EPI,
- rappel des procédures,
- sensibilisation médecin du travail,
- formation ATEX,
- formation risques chimiques,
- contrôle de la valeur limite d'explosion professionnelle.

Les échéances mentionnées sur le fichier ont été respectées, à l'exception de la sensibilisation par le médecin du travail (non dispensée depuis février 2022) et de la formation ATEX. Pour cette dernière, le démantèlement récent de la chaudière justifie l'abandon de cette formation.

L'exploitant précise lors de l'inspection que l'objectif est que la totalité du personnel assiste aux formations, il ne s'agit pas d'un objectif d'organisation de la session. Des contrôles par sondage ont été effectués pour vérifier si les opérateurs avaient bien suivi les formations organisées. Il est apparu qu'une personne en arrêt de travail ponctuel n'a pas assisté à la formation risques chimiques en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois :

- de transmettre les modèles de documents transmis et présentés aux nouveaux arrivants,
- de justifier de la signature de ces documents pour le dernier opérateur ayant intégré l'établissement,
- de transmettre les grilles d'évacuation des deux derniers opérateurs ayant rejoint l'établissement,
- de planifier une session de sensibilisation par le médecin du travail,
- de mettre en place un suivi individualisé pour le suivi des formations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Permis de travail, permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.5

Thème(s) : Autre, Permis de travail

Prescription contrôlée :

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions et leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre , notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Constats :

La présentation des permis de travail et éventuellement de feu ont été demandés pour les travaux suivants :

- travaux de ventilation effectués par la société Coral la semaine ayant précédé l'inspection,
- travaux effectués par la société Termidor pour l'installation du second four statique,
- travaux de soudure effectués par la société APM dans le cadre de l'installation du second four statique.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ces documents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai d'un mois, les permis de travail / permis feu relatifs aux travaux supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Habilitation des entreprises

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2014, article 7.4.5.1

Thème(s) : Autre, Habilitation des entreprises

Prescription contrôlée :

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure d'habilitation des entreprises de sous-traitance lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre sa procédure d'habilitation des entreprises sous-traitantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois